

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 03/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GONTERO GRANULATS

2 boulevard Edouard Herriot
BP 50030
13500 Martigues

Références : -
Code AIOT : 0006600707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement GONTERO GRANULATS implanté Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à l'arrêt de l'activité de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONTERO GRANULATS
- Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas
- Code AIOT : 0006600707

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter cette carrière est arrivée à échéance en août 2024. La demande de renouvellement de l'exploitation de cette carrière a été rejetée par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2025.

Elle produisait des matériaux calcaires destinés principalement au marché local du BTP (béton prêt à l'emploi ou préfabriqué). La production maximale autorisée est de 800 kt.

Le site accueille également une installation de traitement fixe et des installations de stockage et de transit de matériaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Surveillance de la stabilité des fronts	AP Complémentaire du 06/12/2024, article 4	Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêt de l'activité de la carrière en juillet 2024, l'exploitant n'a pas réalisé les procédures réglementaires de cessation d'activité, de mise en sécurité et de remise en état de la carrière et n'a pas effectué la surveillance de la stabilité des fronts conformément aux préconisations de la tierce expertise du 7 février 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par

les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a déclaré ne pas avoir notifié la cessation d'activité depuis l'arrêt de l'activité en juillet 2024 ni entamé les démarches relatives à la remise en état.

L'inspection a constaté que les accès à la pistes ont été fermés par la mise en place de blocs rocheux, de chaînettes et de panneaux d'interdiction d'accès.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu :

Dans un délai d'un mois, de procéder à la notification de cessation d'activité au préfet et,

Dans un délai de six mois, de fournir à l'inspection les attestations visées au III de l'article précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance de la stabilité des fronts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la stabilité des fronts

Prescription contrôlée :

Conformément aux recommandations fixées par la tierce expertise du 7 février 2024, la société Granulats Gontero met en œuvre :

- les préconisations figurant dans la colonne de droite du tableau en page 51 et 52/64 de la tierce expertise,
- les propositions de renforcement de la surveillance des fronts conformément à la proposition optimisée 1 ou simplifiées 2 décrites en page 53 et 54/64;
- les recommandations de renforcement des dispositifs de protection énumérées en page 52/64 de la tierce expertise;
- un renforcement de la signalétique interdisant l'accès à la piste dont une portion se situe en contrebas du cône d'éboulis CEB2 en page 54/64,
- une surveillance des stabilités des fronts de l'exploitation annuelle par donne selon la page 55/64;
- la densification du réseau de surveillance constitué des plots de référence topographique;
- la réalisation de la surveillance par un bureau spécialisé à une fréquence de quatre passages annuels.

L'exploitant tient à jour le suivi de la mise en application des préconisations et actions issues de la tierce expertise et en assure une traçabilité mise à disposition de l'inspection des installations classées;

Constats :

L'exploitant a remis à l'inspection 3 comptes rendus de suivi géotechniques relatifs aux visites de surveillance des fronts rocheux et réalisées par GEOTEC :

- Compte-rendu n°41 daté du 15/05/2024 référencé 2014/01129/03 issu de la visite du 07/12/2023;
- Compte-rendu n°41 daté du 25/05/2024 référencé 2014/01129/03 issu de la visite du 22/04/2024;
- Compte rendu n°42 daté du 25/09/2024 référencé 2024/04334 issu de la visite du 26/06/2024.

Depuis juin 2024, aucune visite géotechnique de surveillance des fronts n'a été réalisée et l'exploitant n'a fourni aucun rapport de surveillance de la stabilité des fronts intégrant la mise en œuvre des préconisations de la tierce expertise du 7 février 2024 ainsi que prévu par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2024 .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la visite d'inspection, et considérant que la fréquence de la réalisation de la surveillance réalisée conformément à l'article 4 de l'arrêté du 6 décembre 2024 nécessite d'être précisée pour être réalisée sans davantage la différer au regard des enjeux de stabilité présents sur cette carrière, l'inspection propose au préfet de procéder dans un délai de 2 mois, à une visite de suivi géotechnique conforme au contenu de l'article 4 de l'arrêté du 6 décembre 2024 de façon à assurer la surveillance de la stabilité des fronts tel qu'imposé par l'arrêté préfectoral susvisé .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois